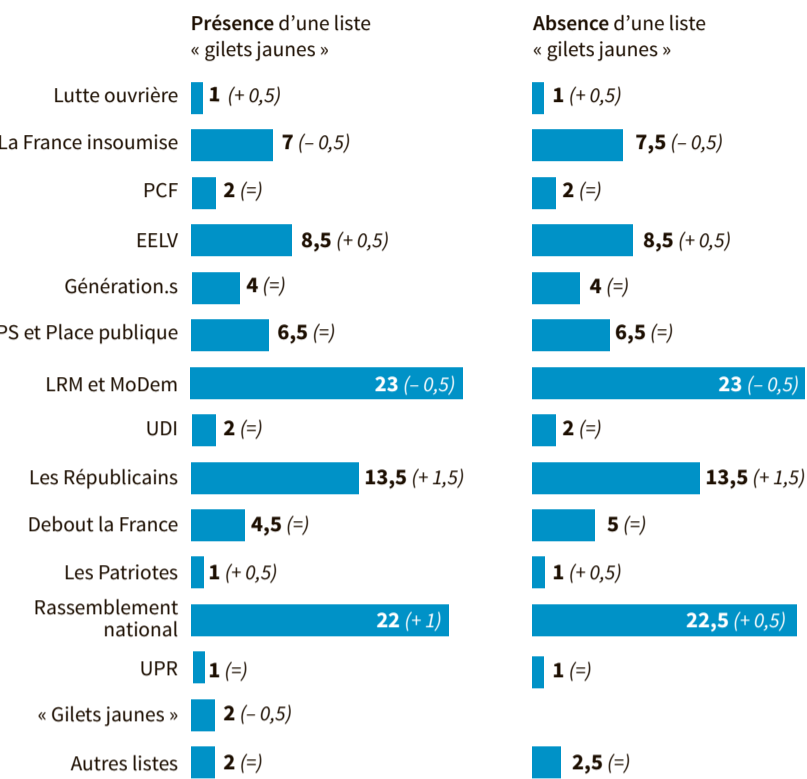


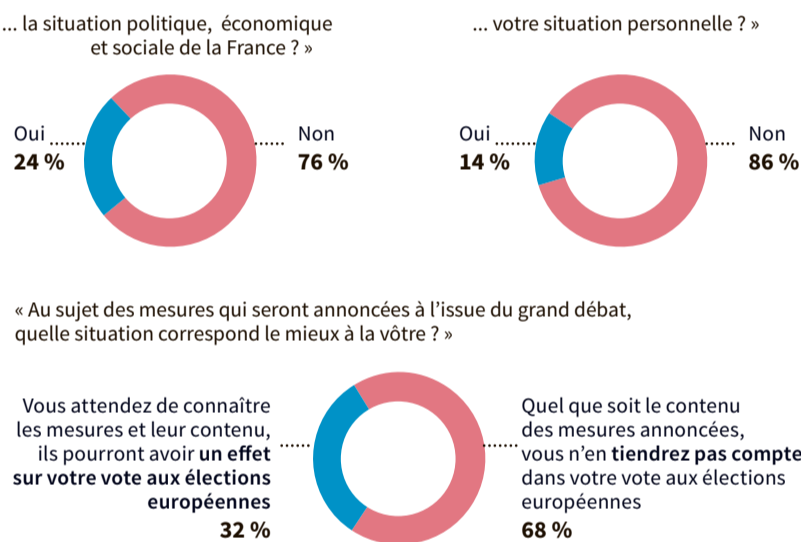
La liste LRM menacée par celle du RN

« Si les élections européennes se tenaient dimanche prochain, quelle est la liste pour laquelle il y aurait le plus de chance que vous votiez ? », en % de réponses selon l'hypothèse (et évolution par rapport au sondage de mars 2019)



Scepticisme sur le grand débat national

« Avez-vous le sentiment que le grand débat va permettre d'améliorer... »



Infographie LE MONDE

L'impact du grand débat Les motivations du vote restent très partagées : 52 % des Français (sans changement depuis mars) assurent que leur choix sera déterminé avant tout par les propositions des partis sur des questions nationales. C'est même le cas de 79 % des sympathisants du Rassemblement national, de 60 % de ceux de Debout la France et de 59 % de ceux de La France insoumise. A l'inverse, les sympathisants de LRM et du MoDem (69 % à 75 %) et ceux des écologistes (66 %) sont les plus sensibles aux enjeux européens. Cela rend d'autant plus incertain l'impact que pourront avoir sur les électeurs les annonces que le président de la République doit faire, jeudi 25 avril, pour tenter de répondre et de mettre un terme à la crise des « gilets jaunes ». Car les Français sont, sur ce point, complètement paradoxaux. D'un côté, ils approuvent massivement les mesures que M. Macron s'appretait à proposer le 15 avril et qu'il a différées pour cause d'incendie de Notre-Dame. C'est le cas pour les mesures institutionnelles (réduction du nombre de parlementaires, dose significative de proportionnelle dans le scrutin législatif, référendum d'initiative citoyenne au niveau local), ou celles concernant les services publics (arrêt de la fermeture d'écoles ou d'hôpitaux, nouvelle étape de décentralisation, suppression de l'ENA...). De même pour les mesures fiscales ou sociales. Mais, d'un autre côté, ils expriment un scepticisme massif sur l'utilité du grand débat (approuvée par 33 % seulement) et, plus encore, sur sa capacité à améliorer la situation du pays (24 % seulement le pense) ou leur situation personnelle (14 %). Et, même s'ils plébiscitent la plupart des mesures envisagées par l'Elysée, ils sont nettement moins nombreux à penser qu'elles permettront d'améliorer vraiment les choses en France. Tout l'enjeu pour Emmanuel Macron est donc de les convaincre du contraire. C'est très loin d'être gagné. ■

GÉRARD COURTOIS

L'impact très incertain du grand débat national sur le scrutin

Une majorité des sondés soutiennent les propositions envisagées par le président mais les jugent insuffisantes pour répondre aux attentes sociales

Le président de la République a choisi de reporter de quelques jours son intervention télévisée prévue le lundi 15 avril en raison de l'incendie de Notre-Dame de Paris. Nul ne sait si Emmanuel Macron reprendra l'ensemble des réponses qu'il envisageait d'apporter à la crise des « gilets jaunes ». Nul ne sait si les orientations pour débloquer un quinquennat grippé reposeront sur le seul bilan du grand débat national ou si la feuille de route initiale sera maintenue en dépit des aspirations du peuple français, et pas seulement des 2 % à 3 % du corps électoral mobilisé depuis le 15 janvier, date à laquelle a été lancé le grand débat.

Un début de réponse est apporté par les résultats de la troisième vague de notre enquête électorale, et se résume par un paradoxe saisissant. Une vaste majorité des Français interrogés soutiennent les propositions économiques et politiques envisagées par le président mais les jugent insuffisantes pour répondre aux attentes sociales et améliorer la situation du pays.

Deux chiffres illustrent ce paradoxe : 89 % des répondants sont favorables à la réduction du nombre de députés et sénateurs, et 82 % soutiennent l'introduction d'une dose significative de proportionnelle aux élections législatives, mais ils ne sont que 44 % à

juger ces propositions adaptées à la sortie de crise. Autre exemple sur le terrain de la fiscalité : la baisse de l'impôt sur le revenu est soutenue par 77 % des Français mais jugée comme une bonne politique économique par seulement 51 % d'entre eux.

Plutôt que de voir une forme de dissonance entre l'adhésion des citoyens à certains choix politiques et leur pessimisme sur la voie empruntée, un tel résultat confirme l'ampleur de la tâche pour l'exécutif. Car à y regarder de plus près, le grand débat national n'offre pas toutes les garanties d'une légitimité politique sur laquelle Emmanuel Macron pourrait s'appuyer. Seul un tiers des personnes interrogées juge cet instant de démocratie consultative comme utile, à défaut d'être pleinement participatif. Finalement, l'implication personnelle du chef de l'Etat aura certes convaincu dans son propre camp (75 % des électeurs de Macron en 2017, et 78 % des soutiens à la liste conduite par Nathalie Loiseau) mais guère au-delà.

Choix scellé avant les annonces Comment la sortie du grand débat national peut-elle influencer la décision des électeurs lors du scrutin européen du 26 mai ? Là encore, tout semble converger vers un choix final indépendant des mesures et des orientations

SEUL UN TIERS DES PERSONNES INTERROGÉES JUGE CET INSTANT DE DÉMOCRATIE CONSULTATIVE COMME UTILE

annoncées. Près de 70 % des personnes certaines d'aller voter déclarent avoir déjà scellé leur choix de liste et ne tiendront pas compte des annonces du chef de l'Etat, et ce quel que soit leur positionnement idéologique. Une exception notable dans ce paysage : les jeunes de moins de 25 ans. Ils sont près de 50 % à déclarer attendre les mesures et leur contenu pour se prononcer définitivement sur l'une des listes. Mais n'oublions pas que ces mêmes jeunes forment aussi le principal bataillon des abstentionnistes.

Il ne reste donc pour les colistiers de La République en marche-MoDem qu'à espérer non pas une performance cathodique ou pédagogique d'Emmanuel Macron, à l'instar de celles du grand débat national, mais plutôt un réel changement d'attitude mobilisant empathie et apaisement pour répondre au mal-être des Français. Par-delà les traits de personnalité du président de la Répu-

blique – 17% des Français apprécient à la fois sa personnalité et son action, soit nettement moins que son socle électoral –, le contenu de sa politique reste un marqueur indissociable de la sortie de crise. Contre un peuple qui se sent seul et abandonné par un pouvoir qui n'a pas encore su répondre à ses exaspérations, M. Macron n'a d'autre choix que de convaincre et d'apparaître transformé par l'épreuve des cinq derniers mois.

Car, au cœur du dilemme de la présidence macroniste se pose la question de la place à accorder au peuple souverain pour engager et légitimer une politique de l'acte II du quinquennat. Comme le rappelle Yves Mény dans son dernier ouvrage *Imparfaites démocraties* (Presses de Sciences Po, 292 pages, 19 euros), que faire du peuple dont les humeurs et les colères sont si imprévisibles et brutales ? Offrir un espace de discussion, libérer la parole, institutionnaliser de nouvelles formes de démocratie, croire aux vertus du tirage au sort ? Autant de créativité politique – sans doute indispensable – ne suffira néanmoins à installer une culture de la réforme si elle continue de ne s'adresser qu'à une minorité déjà convaincue. ■

MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)

L'abstentionnisme touche davantage les électeurs de gauche

La participation s'annonce aussi faible que lors des précédents scrutins. Cette désaffection est nettement plus marquée à LFI, au PS et à EELV

Prendons le score de la liste de La République en marche (23 %). Puis celui du Rassemblement national (22,5 %). Puis celui des Républicains (13,5 %). Ajoutons le tout. Rapprochons-le aux électeurs inscrits. Multiplions le résultat par deux. Le chiffre obtenu restera nettement inférieur à celui de l'abstention ! Ce parti de l'abstention, qui n'en est pas un, rassemble en effet aujourd'hui 58 % des citoyens – un chiffre étonnamment stable depuis le mois de janvier et extrêmement proche des précédentes élections européennes de 2004, 2009 et 2014.

Ces Français pensent-ils vraiment différemment des autres ? Pas tellement. Ils ne sont ni plus proches ni plus éloignés du mouvement des « gilets jaunes ». Ils ne jugent ni plus utile ni plus inutile que les autres le grand débat national. Ils portent le même jugement sur les mesures envisagées par le président de la République en réponse à la crise sociale de ces derniers mois. Ils ont une hiérarchie de préoccupations personnelles identique : priorité au pouvoir d'achat et au climat. Ils éprouvent les mêmes sentiments à propos de la situation de la France : de l'inquiétude, de la colère et de l'amertume. Bref, rien ne res-

semble plus à un abstentionniste qu'un participationniste.

Pourtant, il est possible et nécessaire de caractériser plus précisément les abstentionnistes pour essayer de mieux comprendre ce qui se joue avec ce premier scrutin depuis la séquence électorale de 2017.

La France active et les jeunes

Sur le plan sociologique, les abstentionnistes se distinguent par deux traits saillants. Ils sont sur-représentés dans la France active – les ouvriers, les employés et

même les cadres votent moins que la moyenne des Français : au total, 64 % des actifs sont abstentionnistes. Ils sont, surtout, et bien davantage que pour l'élection présidentielle, surreprésentés dans la France de la jeunesse : 68 % des moins de 35 ans sont abstentionnistes (et même 74 % si l'on se concentre sur les femmes de moins de 35 ans).

Sur le plan politique, les abstentionnistes ont également deux particularités. La première est classique : elle tient à leur distance par rapport au système po-

litique. Plus ils en sont proches, plus ils votent – et vice versa. Ainsi, le niveau d'abstention culmine à 64 % chez les Français qui ne s'estiment proches d'aucun parti politique, à 72 % chez ceux qui déclarent ne pas s'intéresser à la politique et même à 87 % chez ceux qui disent ne pas s'intéresser à cette campagne.

La seconde particularité est moins habituelle : elle touche à leur positionnement politique. Les Français qui s'autopositionnent à gauche sont un peu plus abstentionnistes – 4 points d'écart – que ceux qui s'autopositionnent à droite. Plus significativement, de 57 % à 62 % des sympathisants de La France insoumise, du Parti socialiste ou d'Europe Ecologie-Les Verts sont abstentionnistes, quand tel n'est le cas que pour 43 % à 48 % des sympathisants de La République en marche, du Rassemblement national ou des Républicains.

En un mois, bien des choses peuvent encore bouger, mais il n'est pas hasardeux de penser que l'élection du Parlement européen se traduira à la fois par un niveau élevé d'abstention et une poursuite de la décomposition du système politique français. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)

Une participation qui s'annonce très faible

Proportion des personnes certaines d'aller voter aux élections européennes du 26 mai, en %

